

L'organisation de la collecte des données de l'enquête 1-2-3 de Kinshasa (République Démocratique du Congo)

Timothée Makabu ma Nkenda
en collaboration avec Alain Brilleau
et Eloi Ouedraogo

Cet article présente un compte-rendu factuel de la collecte des données de l'enquête 1-2-3 de Kinshasa. Après une introduction présentant l'enquête, la préparation, l'organisation et le déroulement de la collecte sont détaillés. Les principales difficultés rencontrées sont décrites et quelques recommandations sont faites pour améliorer la collecte des données d'une nouvelle enquête 1-2-3.

Introduction

Le manque criant de données statistiques socio-économiques de base en République Démocratique du Congo (RDC) rend difficile la mise en œuvre d'une planification économique et sociale durable. Au cours des vingt dernières années, une seule enquête nationale a été réalisée : l'enquête MICS2 réalisée en 2001, sur la situation des femmes et des enfants. Quant aux données sur Kinshasa, la dernière enquête sur les conditions de vie des ménages remonte à 1984.

Comme nombre d'Etats d'Afrique subsaharienne, le Gouvernement de la RDC s'est engagé dans le processus de définition d'une stratégie de réduction de la pauvreté à travers la rédaction d'un document de stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP), lequel comporte une composante statistique pour le suivi et l'évaluation des politiques mises en œuvre. Afin de produire les premières analyses rationnelles de la pauvreté dans le pays, il a été choisi de mener une enquête nationale auprès des ménages sur l'emploi, le secteur informel et la consommation

des ménages (suivant la méthodologie des enquêtes 1-2-3).

Cette enquête a pour principaux objectifs de :

- fournir les données qui concourent à une meilleure connaissance des conditions de vie et à finaliser le DSRP tant national que provincial ;
- fournir les données de base pour l'élaboration des comptes nationaux et pour la rénovation de l'indice des prix à la consommation.

La particularité méthodologique de l'enquête 1-2-3 de Kinshasa est de mettre en place une stratégie de collecte permettant de répondre dans le délai requis, malgré des conditions matérielles difficiles, au besoin urgent de l'utilisateur principal qu'est le DSRP. De plus, l'Institut national de la statistique de la RDC s'étant également engagé dans le projet de rénovation de l'indice des prix à la consommation à Kinshasa, il est apparu nécessaire de produire des résultats à partir des données relatives à la consommation des ménages au moment adéquat : en mars 2005, les premiers

indices produits utilisaient les pondérations issues du traitement des données de la phase 3.

L'enquête nationale a été réalisée non simultanément mais en deux temps : Dans un premier temps, d'avril à novembre 2004 sur la ville de Kinshasa, et, ensuite à partir de février 2005, sur l'ensemble des autres régions du pays. Deux principales raisons ont motivé ce choix : d'une part, la disponibilité du financement et, d'autre part, la décision de considérer l'enquête de Kinshasa comme une première expérience d'enquête d'envergure pour une bonne appropriation avant son extension au niveau national.

L'enquête 1-2-3 de Kinshasa a été financée par la coopération française dans le cadre de son programme de mobilisation des capacités nationales pour la lutte contre la pauvreté en République Démocratique du Congo (CAPNAT) et a bénéficié de l'assistance technique d'AFRISTAT et de DIAL.

Préparation de la collecte

Rédaction des documents techniques

Au cours du mois de mars 2004, une enquête pilote a été réalisée par l'équipe technique pendant une semaine.

Ce test a montré la nécessité d'une bonne sensibilisation des enquêtés : l'enquêté ne collabore qu'après avoir reçu une explication convaincante de la part de l'enquêteur. Il faut donc que l'enquêteur puisse bien intégrer les objectifs de l'enquête pour les faire comprendre aux enquêtés. En outre, le contrôleur et l'enquêteur doivent tenir au préalable des réunions de sensibilisation avec le chef du quartier ainsi que les chefs de localités concernées afin que ceux-ci sensibilisent à leur tour les populations concernées.

L'enquête pilote a permis d'obtenir les principaux résultats suivants :

- Concernant le dénombrement des ménages, l'identification du chef de ménage a pu être testée positivement. En

effet, les enquêtés ont donné les noms des chefs de ménage dénombrés sans grande difficulté, ce qui est une évolution positive par rapport aux enquêtes passées de Kinshasa où la résistance était forte.

- Pour la phase 1, le test a montré que le volume de travail d'un enquêteur était de deux ménages par jour avec un volume horaire d'environ trois heures par ménage.
- Concernant la phase 2, il faut que la formation attire bien l'attention des enquêteurs sur l'identification et l'adresse des Unités de Production Informelles (UPI).
- Quant à la phase 3, l'administration des différents modules (quotidien et différents rétrospectifs) est difficile à réaliser en un temps très court. Il faut donc une bonne programmation des différents modules du questionnaire entre les cinq passages dans les ménages.

Les autres observations ont été intégrées dans les questionnaires des différentes phases et les manuels des enquêteurs et des contrôleurs.

Un atelier de validation des instruments de collecte a permis d'intégrer les observations des partenaires nationaux et internationaux, notamment d'AFRISTAT et de DIAL.

Formation

La formation des contrôleurs et des enquêteurs, adaptée à chaque type de collecte (dénombrement des ménages, phase 1, phase 2 et phase 3), a produit des enquêteurs et des contrôleurs spécialisés pour chaque phase.

La présélection des enquêteurs et contrôleurs a été faite sur base des termes de référence définissant le profil du personnel recherché.

Tableau 1 : Recrutement des enquêteurs et contrôleurs de l'enquête 1-2-3 de Kinshasa

	Contrôleurs	Enquêteurs
Nombre de dossiers de candidature	41	148
Nombre de candidats sélectionnés pour la formation	25	70
Nombre de candidats retenus	20	59

Pour la phase 1, la formation a duré 7 jours, son évaluation a été sanctionnée par un test écrit embrassant presque tous les aspects du questionnaire (voir test en annexe 1).

Pour les phases 2 et 3, la formation a également duré 7 jours pour les enquêteurs et contrôleurs qui avaient tous participé à la phase 1 ;

Collecte des données

Méthodologie

Echantillonnage

Il n'existait pas de base de sondage à jour à Kinshasa pour l'enquête 1-2-3. Plusieurs fichiers ont dû être utilisés : fichiers des quartiers de l'enquête MICS 2 et de l'Enquête-Habitat et fichier de l'INS, mis à jour sur le terrain récemment avec l'appui du Ministère de l'Intérieur.

Tableau 2 : Répartition des quartiers de Kinshasa par strate

Type de quartiers	Tranches de population			Ensemble
	Moins de 10 000 habitants	10 000 à 20 000 habitants	20 000 habitants et +	
Quartiers Résidentiels	15	7	0	22
Cités	27	15	0	42
Quartiers planifiés	23	19	7	49
Extensions	44	82	42	168
Villages	24	0	0	24
Quartiers excentriques	17	0	0	17
Total	150	123	49	322

Le sondage de l'enquête 1-2-3 de Kinshasa est à deux degrés :

- au premier degré tirage des 50 quartiers ;
- au deuxième degré, après avoir dénombré les ménages dans les 50 quartiers échantillonnés, tirage systématique des ménages.

Le nombre de quartiers tirés est proportionnel à la population totale de chacune des 12 strates définies.

L'échantillon des unités secondaires de chaque phase se compose ainsi :

Phase 1 : dans chacun des 50 quartiers échantillonnés, on a procédé à un tirage systématique à probabilités égales de 42 ménages, soit au total un échantillon des 2.100 ménages.

Phase 2 : la collecte des données de l'enquête emploi (phase 1) a permis de constituer une liste exhaustive des UPI des ménages enquêtés. La particularité congolaise est d'avoir enquêté, à la phase 2, toutes les UPI identifiées lors de la phase 1, contrairement à ce qui s'est fait de nombreuses autres enquêtes 1-2-3 où seulement un échantillon d'UPI a été enquêtées.

Phase 3 : les ménages enquêtés lors de la phase 3 constituent un sous-échantillon des ménages enquêtés dans la phase 1. Dans chaque quartier échantillon, on a tiré 21 ménages, systématiquement à probabilités égales, soit un échantillon total de 1 050 ménages.

La base de sondage des quartiers a été stratifiée selon le standing de vie et la taille en population des quartiers. Ces critères sont justifiés, le premier par une certaine homogénéité du niveau de vie des ménages au sein du quartier et le deuxième de façon à homogénéiser la taille des quartiers à l'intérieur des strates dans le but de diminuer l'effet de grappe et assurer la représentativité aussi bien des petits que des grands quartiers. La répartition des quartiers par strate (croisement type de quartiers x tranches de population) est présentée dans le tableau ci-après.

Questionnaire

Les questionnaires classiques de l'enquête 1-2-3 ont été légèrement adaptés aux réalités congolaises. Ainsi, en complément des modules 10 et 11 du questionnaire phase 3, on a effectué des pesées des aliments et un relevé du poids des adultes.

La demande d'informations pour l'élaboration du DSRP a conduit à ajouter trois modules :

- « infrastructure de base »,
- « perception des conditions de vie »,
- « patrimoine matériel et financier : épargne et capital social ».

Déroulement de l'enquête :

Organisation de l'enquête

L'équipe de coordination :

L'enquête 1-2-3 de Kinshasa a été supervisée par une équipe de 9 personnes. L'équipe comprenait deux cadres pour chacune des quatre composantes de l'enquête (phase 1, phase 2, phase 3 et traitement informatique) et a été dirigée par un Directeur Technique. La phase 1 a été supervisée par deux démographes, la phase 2 par deux statisticiens, dont un comptable national, la phase 3 par deux statisticiens, dont 1 statisticien d'enquête, et deux informaticiens ont encadré le traitement informatique des trois phases.

- le respect des filtres des questionnaires ménages et individus.

Collecte phase 2

Compte tenu du nombre relativement faible d'UPI, l'option retenue en RDC a été d'enquêter toutes les UPI identifiées lors de la phase 1 afin d'assurer une bonne représentativité de toutes les branches d'activités.

Durant cette phase, des réunions d'évaluation se sont tenues tous les samedis durant la période de collecte sur le terrain. Elles regroupaient les contrôleurs et les membres de l'équipe technique permanente et traitaient des difficultés liées à la collecte, notamment la mobilité des enquêtés et la durée des interviews.

L'interprétation de certains concepts a été évoquée :

- traitement des UPI des pasteurs (patron ou à compte propre) ;
- vendeurs des pains (patron ou employé avec un pourcentage des ventes) ;
- prise en compte des consommations intermédiaires pour les photographes (avec ou sans laboratoire)

Collecte phase 3

Un jour entier a été consacré au déploiement des enquêteurs et contrôleurs, à savoir : répartition des tâches, paiement des avances des frais d'enquête et distribution du matériel de terrain (crayons, gommes, questionnaires, carnets des comptes, balances de ménage, pèse-personnes, calculettes, etc.).

La collecte phase 3 a été subdivisée en 3 vagues de 18 jours chacune. La première vague a débuté le 5 octobre et s'est terminée le 22 octobre. La deuxième vague a commencé le 25 octobre et a pris fin le 12 novembre, tandis que la troisième vague s'est déroulée au cours de la période du 13 au 30 novembre 2004.

Durant la première vague de la collecte phase 3, chaque samedi, une réunion s'est tenue entre superviseurs et contrôleurs. Chacune de ces réunions était consacrée à l'évaluation de l'état d'avancement des opérations et aux difficultés rencontrées.

Les principaux problèmes évoqués par les contrôleurs concernaient :

- le refus de répondre ou le déménagement de certains ménages ;
- le traitement des unités différentes non-standard pour le même produit de consommation ;

- les difficultés de lecture de la nomenclature COICOP (maïs frais ou sec, acquisition d'un chien, etc.).

Des solutions appropriées ont été fournies pour résoudre tous ces problèmes. Parmi ces solutions, pour le cas de déménagement des ménages, il a été recommandé de suivre l'enquêté à sa nouvelle adresse tant qu'il se trouve dans la ville de Kinshasa et donc de ne pas remplacer de ménage.

Modalités du contrôle des travaux

L'essentiel du travail de contrôle a été bien sûr réalisé par les contrôleurs. En plus d'assurer la vérification exhaustive de tous les questionnaires, les contrôleurs ont été chargés de codifier certaines parties du questionnaire.

L'équipe technique de coordination avait pour rôle de vérifier les questionnaires avant de les envoyer à la saisie. En cas de problème, le contrôleur était convoqué et les questionnaires renvoyés sur le terrain auprès de l'enquêteur.

Le suivi des documents d'enquête a été assuré à l'aide de bordereaux de transmission pour chacune des phases et pour la saisie des questionnaires.

Réunions entre contrôleurs et Direction Technique

Lors de chaque phase, la Direction Technique a tenu des réunions hebdomadaires avec les contrôleurs. Au cours de ces réunions, étaient examinés l'état d'avancement des travaux sur le terrain, la difficulté de maîtrise des instructions, les problèmes logistiques et les relations avec les enquêtés.

Réunions entre contrôleurs et enquêteurs

Les contrôleurs étaient tenus d'établir un calendrier des rencontres avec les enquêteurs pour faire le point sur l'avancement du travail, la remise des questionnaires remplis, la distribution des questionnaires vierges et la correction systématique des erreurs.

Rapports rédigés aux différents niveaux

La Direction technique a rédigé à chaque étape un rapport d'exécution de l'enquête transmis à la hiérarchie et aux partenaires (AFRISTAT et la coopération française). Ce rapport est une synthèse des rapports de terrain et de la gestion technique de l'enquête.

Au niveau du terrain, chaque contrôleur a rédigé, à chaque phase, un rapport comprenant l'état

d'avancement de travail par rapport au calendrier fixé par la Direction technique, les difficultés techniques rencontrées dans l'exécution de la collecte, la collaboration avec les enquêteurs, le rapport des enquêteurs avec la population, les problèmes d'ordre logistique, etc. (voir exemples en annexe 2).

Difficultés rencontrées

La principale difficulté a été d'ordre financier. A chaque phase, le déblocage des moyens financiers était en retard sur la réalisation des activités. De plus, Les moyens logistiques étaient insuffisants : un seul véhicule pour l'ensemble des activités dans une ville comme Kinshasa avec une grande dispersion des sites de collecte. Les équipements informatiques propres à l'enquête 1-2-3 de Kinshasa n'ont aussi été disponibles qu'après la saisie des données de la phase 1.

Sur le plan de sensibilisation de la population, l'Autorité Urbaine de la Ville de Kinshasa, n'a pas été disponible pour s'impliquer sérieusement dans les activités de l'enquête, en particulier au niveau de la sensibilisation. Il lui avait été demandé d'organiser une réunion de lancement regroupant les chefs des quartiers et les bourgmestres, comme il est de coutume pour la réalisation des grandes opérations intéressant la population.

Le temps consacré à la formation était trop court et il ne laissait pas une marge de manœuvre suffisante pour organiser des travaux pratiques sur le terrain.

Conclusions et recommandations

D'une manière générale, on peut dire que la collecte des données de l'enquête 1-2-3 s'est bien déroulée à Kinshasa : la méthodologie de l'enquête 1-2-3 a été bien maîtrisée et la collecte des données bien organisée.

Malgré quelques problèmes inhérents à toute collecte sur le terrain, la collaboration des enquêtés a été effective, car on s'attendait à un pourcentage plus élevé de cas de refus compte tenu du climat socio-économique qui régnait dans le pays.

La sensibilisation devrait commencer plus tôt, avec si possible, l'appui de troupes théâtrales populaires, en plus des actions menées par les chefs des quartiers.

Quelques recommandations pour une nouvelle enquête 1-2-3 :

- Prévoir une formation d'au moins 10 jours pour chaque phase ;
- Disposer de contrôleurs et d'enquêteurs d'un bon niveau intellectuel, et sélectionnés, entre autres critères, sur la base d'un concours après la formation ;
- Insister sur le contrôle exhaustif des questionnaires sur le terrain ;
- Limiter le nombre d'UPI par enquêteur à deux par jour¹ ;
- Faire en sorte que les moyens financiers et logistiques soient disponibles bien avant le début de la collecte.

¹ NDLR : Le nombre d'UPI était de trois par enquêteur et par jour dans l'enquête de Kinshasa.

Annexe 1 : Test de sélection phase 1

Remplir complètement les questionnaires ménage et individuel de la phase 1 de l'enquête 1-2-3 à partir des informations contenues dans le texte ci-après.

L'enquête phase 1 se déroule dans la ville de Kinshasa dans le quartier Kilimani, commune de Kintambo. Kilimani est le 7^{ème} quartier sur les 50 quartiers échantillons de Kinshasa. Le ménage à enquêter dans ce quartier est tiré au hasard au numéro 750 parmi les ménages dénombrés. C'est le 10^{ème} ménage de l'échantillon, il est situé sur la route principale, avenue OUA n°20, soit 8^e à droite, à partir de vélodrome en direction de l'Hôpital Kintambo. L'enquêteur est introduit dans le ménage par l'épouse de chef de ménage. L'interview a lieu ce 18 juin 2004 auprès de ménage de Monsieur Matondo en présence de sa femme Mampasi et de leurs enfants, sauf Mabanza qui a passé la nuit à l'Hôpital pour accompagner une tante malade.

L'épouse de Monsieur Matondo s'appelle Mampasi, née à Kimaza le 21 juin 1958, diplômée d'Etat en pédagogie. Elle a eu trois enfants avec son mari actuel, il s'agit de Mabanza Marianne, l'aînée, elle est née au village Kimaza, territoire de Mbanza – Ngungu, le 20 juin 1978 ; elle est graduée à l'école des Finances, elle est Chef de Bureau au Ministère des Finances, mais 3 jours par semaine de 15 heures à 18 heures, elle prépare, selon les normes comptables congolais, la comptabilité de l'entreprise Beltex, ses honoraires sont de 96 000 F par trimestre. L'enfant suivant s'appelle Luzolo Albert, né à Mbanza-Ngungu, le 30 mai 1980, il est ingénieur civil en construction, il travaille à Safricas comme conducteur des travaux ; il touche 76 000 F par mois et une prime de fin des travaux 150 000 chaque trimestre. Mabanza touche 8.000 F de salaire par mois et une prime mensuelle de caisse de 5.000 F. Le troisième enfant s'appelle

Mambote, né à Kinshasa le 25 juillet 1982, étudiant en 1^{ère} licence en philosophie et lettres. Il est grand musicien chez Werason où il n'a pas moins de 80.000 F par semaine, le mardi dernier ils ont joué toute la nuit au Grand- Hôtel. Mampasi est très occupée avec l'Alimentation de son mari, installée à Kintambo-Magasins, elle utilise trois employés. C'est une affaire qui marche bien : 1 140 000 F de vente par trimestre mais les achats et divers frais, exceptées les taxes, s'élèvent à 500.000 F par trimestre. Mais, elle paie aussi les taxes et l'INSS pour 2 % du bénéfice mensuel.

Matondo est muntandu mais sa femme est musingombe. Matondo est né à Inkisi, le 3 octobre 1941, ingénieur technicien en mécanique générale de l'ISTA, il y a trois ans, il est retraité de l'ONATRA où il fut Sous-Directeur, sa pension de retraite est de 75.000 F par trimestre. Il a passé une partie de sa carrière à Mbanza-Ngungu, mais depuis 1981, il est installé à Kinshasa avec toute sa famille. Actuellement, il est fermier au Plateau de Bateke, sa dernière campagne de maïs (février à mai 2004) lui a rapporté 160 000 F. Monsieur Matondo est aussi propriétaire d'un taxi-bus, le chauffeur verse chaque soir 95 000 F, sauf le dimanche. Le neveu de Matondo s'appelle Ngemba Julien, il est né à Kisantu, le 26 mai 1980, il est gradué en anglais ; il y a trois ans, il était enquêteur à l'UNICEF, actuellement il donne bénévolement un coup de main à son oncle ; pour chercher du travail, il est découragé parce qu'il a écrit partout sans suite.

Le ménage Matondo habite dans un appartement de sa maison, composée de deux appartements, le deuxième appartement est loué à 90 000 F par semestre. L'enquêteur constate que le ménage utilise la télévision, le congélateur et leur réchaud électrique. Quand il fait tard la nuit, certains membres du ménage Matondo achètent les médicaments à la pharmacie située 3 minutes de chez eux, mais en temps normal ils vont en face de l'Hôpital où tout coûte moins cher.

Annexe 2 : Extraits de rapports de collecte

Rapport de collecte enquête 1-2-3 : dénombrement

Equipe 8 : Contrôleur : Kimosiko Nasengi-Matadi ;
Enquêteurs : Mudimbangu, Kayembe Kumuamba, Bitini

L'équipe a été chargée de dénombrer trois quartiers dont Ndobe et Pululu Mbambu dans la commune de Selembao et Malala dans la commune de Makala, trois quartiers différents mais qui présentent la même physionomie avec les érosions et les ravins.

Tel qu'il a été conseillé de travailler ensemble dans un quartier, nous avons opté de faire progresser un enquêteur par avenue et ceci a beaucoup facilité leur encadrement.

D'une manière générale les travaux se sont bien déroulés et les difficultés étaient les mêmes partout (à savoir l'hostilité de la population à répondre, les érosions, les parcelles enclavées, etc.).

Déroulement des travaux

1^{er} Quartier : Ndobe

Le contact avec le chef du quartier, le S/ciat et le poste de la police du quartier avait eu lieu le 22/04/04 très tôt le matin. Ce contact a permis l'obtention d'un croquis du quartier, d'un tableau synoptique de la population pour l'année 2003 et d'un tableau donnant la répartition de la population par catégorie professionnelle pour l'année 2003.

Les travaux ont pris fin le 24/04/04.

- Difficultés rencontrées :
 - ❖ La population était hostile pour donner les noms ;
 - ❖ Toutes les avenues qui vont vers la rivière Makelele sont érosives ;
 - ❖ Plusieurs parcelles sont enclavées.

2^{ème} Quartier : Pululu Mbambu

Le contact avec le chef du quartier, le S/ciat et le poste de la police du quartier avait eu lieu le 24/04/04. Le quartier Pululu Mbambu ne disposant pas d'un croquis, un croquis a été fait à la main par l'équipe et ce travail n'est pas encore mis au propre. S'agissant la population en 2003, le chargé de la population est resté absent de son lieu de travail pendant tout notre séjour dans le quartier. Nous avons dénombré à partir 25/04/04 jusqu'au 28/04/04.

- Difficultés rencontrées
 - ❖ La population était hostile pour donner les noms ;
 - ❖ Toutes les avenues du quartier sont érosives et, vers la rivière Kalamu, le terrain devient marécageux.

3^{ème} quartier : Malala

Le contact avec le chef du quartier, le S/ciat et le poste de la police du quartier avait eu lieu le 28/04/04. Ce contact a permis l'obtention d'un croquis du quartier et de la population de 2002. Dans ce quartier Malala, nous avons pu dénombrer à partir de jeudi 29/04/04 jusqu'au lundi 03/05/04. Il est à noter que sur conseil de Monsieur le Bourgmestre Adjoint, l'équipe n'a pas travaillé le dimanche 02/05/04, compte tenu de la mentalité de sa population nous a-t-il dit.

- Difficultés rencontrées
 - ❖ La population était hostile pour donner les noms ;
 - ❖ Toutes les avenues, rues et directions sont érosives ;
 - ❖ Plusieurs parcelles sont enclavées ;
 - ❖ L'un de mes enquêteurs a été l'objet de menaces de la part de deux policiers et d'un militaire (FAC), tous en tenue. Intervenant pour le faire libérer, je suis sorti avec mon ordre de mission froissé. Les autorités communales, du quartier ainsi que celles de la police ont été saisies de l'incident.

Tableau 4 : Bilan des travaux de dénombrement

	Quartiers			Ensemble
	Ndobe	Pululu Mbambu	Malala	
Nombre de rues et avenues	27	12	17	56
Nombre de ménages	955	1 776	1 992	4 723
Nombre de parcelles habitées	517	1 095	1 016	2 628
Nombre de parcelles non habitées	70	52	32	154
Nombre de fiches remplies	47	61	68	176

Rapport de collecte enquête 1-2-3 : phase 2

Contrôleur : Clément Mashala Idingi ; Enquêteurs : René Biduaya Tshituka, Franklin Imutimi Biala, Ngoma

Le travail de collecte des données de la phase 2, débuté le 6 septembre 2004, s'est terminée le samedi 09 octobre 2004.

La charge totale d'UPI à enquêter, confiée à notre équipe, soit 186 UPI, ainsi que le résultat de la collecte, sont présentés dans le tableau ci-après par quartier.

Tableau 5 : Bilan de la collecte des UPI

	Quartier	UPI à enquêter	UPI enquêtées	UPI disparues	UPI litigieuses
1	CPA	40	38	-	02
2	Djelo Binza	22	17	05	-
3	Matadi Mayo	36	36	-	-
4	Munganga	23	23	-	-
5	Ngomba Kinkusa	18	17	-	01
6	Nkonde	06	06	-	-
7	Pululu Mbambu	40	37	01	02
	Total	185	174	06	05

Le tableau montre que sur les 185 UPI identifiées lors de la phase 1, 174 ont été enquêtées dont 170 entièrement et 4 partiellement, soit 93 %.

Les UPI partiellement enquêtées l'ont été à la suite du changement d'activité des responsables renseignés à la phase 1. Il s'agit des UPI renseignées aux adresses ci-après :

- Jean Marie Tumba, 26, Bulambemba n°26
Quartier Ngomba Kinkusa
- Mme Antho Lusamba, 26, rue Kikimbi n°26
Quartier Konde
- Mme Kumbi Mboka, 10, Lutendele n°10
Quartier CPA
- Mme Jeannette, 1, rue Kianza n°1 Djelo
Binza.

Cinq UPI n'ont pas été enquêtées car elles ont disparu à la suite de l'éboulement de terrain ayant entraîné la disparition des parcelles dans lesquelles elles avaient été repérées. Elles représentent 3,2 % des UPI à enquêter.

En litige, on note 5 UPI dont 2 au quartier CPA (les responsables n'étaient pas connus aux adresses indiquées en dépit de nos passages répétés à ces adresses), 2 à Pululu Mbambu (à cause de l'absence des responsables de leur lieu d'activité) et la dernière à Ngomba Kinkusa (voyage pour Brazzaville du chef). Ces cas litigieux représentent 2,7 %.

D'une manière générale, la collecte s'est bien déroulée. Il y a lieu de souligner la bonne foi, le dévouement et le sens du sacrifice de l'équipe en dépit de quelques incompréhensions dans l'administration du questionnaire, incompréhensions vite

relevées et corrigées. Par ailleurs, la non disponibilité du véhicule du Projet au profit de l'équipe pour la collecte des données pour les UPI situées aux villages respectifs de Kisangolo et Ngombe a obligé l'enquêteur en charge de ces UPI de s'y rendre par ses propres moyens, déboursant ainsi de sa poche. Nous demandons que les frais ainsi engagés pour cette course constituent une créance qu'il convient de rembourser à l'intéressé conformément à la déclaration de créance déjà introduite.

Rapport de collecte enquête 1-2-3 : phase 3

Première vague équipe n°6 : Contrôleur : Mavunza Kalumbediko Henri

A. Déroulement des activités

La première vague a commencé le 05 octobre pour se terminer le 22 octobre 2004 dans les deux quartiers suivants : Luyi à Ngaba pour les enquêteurs Nakasila et Ngolo, et le quartier Salongo à Lemba pour l'enquêteur Kaleshi. Chaque enquêteur avait 9 ménages au départ pour cette vague.

Mais l'un des enquêteurs a terminé la vague avec un nombre réduit des ménages c'est-à-dire 8 puisque l'un des ménages avait déménagé. N'ayant pas réussi à obtenir sa nouvelle adresse, nous n'étions pas en mesure de suivre ce ménage.

D'une manière générale, à part ce cas de déménagement, la première vague s'est bien déroulée. Nous n'avons enregistré aucun cas de refus catégorique et tous les questionnaires administrés sont remplis totalement.

B. Comportement des enquêteurs

A l'image des données recueillies sur terrain, il s'avère que les trois enquêteurs de mon équipe ont exécuté leurs tâches respectives conformément aux instructions reçues. Toutefois, quelques erreurs ont été constatées de leur part ; de ce fait nous procédions toujours à des séances de formation continue pendant toute la période de collecte.

C. Impressions des enquêtés

La plupart des enquêtés étaient disposés à collaborer bien que certains étaient un peu méfiants et réservés pour donner certaines informations qu'ils jugeaient confidentielles et intimes, mais ils finissaient quand même par répondre à ces questions.

D. Difficultés rencontrées

La principale difficulté est celle du non remplissage des carnets de dépense par les enquêtés car beaucoup d'enquêtés sont occupés à des activités informelles qui les obligent à quitter très tôt le matin et rentrer tard dans la soirée.

De ce fait, nous avons eu quelques difficultés pour avoir certaines informations sur les dépenses particulières de certains membres par les carnets de dépenses. La mise sur pied d'un mécanisme spécifique (par interview détaillée tous les trois jours) a permis de collecter néanmoins les informations pour les ménages en question.

E. Avis et considérations

Dans l'ensemble, l'enquête s'est déroulée dans les bonnes conditions. Néanmoins je suggérerais ceci pour ce genre d'enquête :

- ✓ Une grande sensibilisation Radio-TV. doit être organisée avant les opérations de terrain et cela avec une fréquence consistante.
- ✓ Les chefs de quartiers concernés par l'opération doivent être sensibilisés et ils doivent convoquer tous les ménages concernés en présence des membres de l'équipe de travail pour une réunion générale et explicative de l'opération.

F. Conclusion

A la fin de la première vague, j'en profite pour remercier le comité de gestion de l'INS, l'équipe technique de l'enquête représentée par le Directeur Technique Makabu ma Nkenda et tous les superviseurs membres de l'équipe technique pour le travail très intéressant abattu pour la réalisation et la réussite brillante de cette enquête.

Je remercie aussi tous les membres de l'équipe de collecte pour les efforts dont nous faisons preuve pour la réussite de cette opération.

Je clôture ce rapport dans l'espoir que mes suggestions retiendront l'attention des destinataires.

Troisième vague équipe n°6 : Contrôleur : Mavunza Kalumbediko Henri

A. Introduction

La troisième vague qui est s'est terminée le 30 novembre 2004 a permis de boucler la phase 3 de l'enquête 1-2-3. Au lieu de parler de l'état d'avancement du travail comme dans nos rapports des deux vagues précédentes, celui-ci présente plutôt le résultat final de ce qui a été observé durant la troisième vague.

De prime abord, il y a lieu de préciser que l'entrée en contact avec les ménages échantillonnés a fait recours à la procédure, suggérée par un contrôleur à la réunion du 30 octobre 2004, qui recommandait d'organiser une rencontre réunissant le chef de quartier, les chefs des ménages échantillonnés et les membres de l'équipe de terrain dès le premier jour de descente sur le terrain. Cette procédure n'ayant pas été programmée à temps, nous n'avons pu réunir tous les chefs de ménages concernés mais au cours de cette rencontre nous avons pu cependant sensibiliser les personnes réunies en vue d'obtenir leur collaboration dans le but de réduire le nombre de refus.

B. Déroulement des activités

Du 13 au 30 novembre 2004, les trois enquêteurs se sont présentés dans les 30 ménages à raison de 10 pour chacun.

L'enquêteur Nakasila a pu interviewer ses 10 ménages du quartier Kingabwa.

L'enquêteur Ngolo qui a reçu 5 ménages dans le quartier Kingabwa et 5 autres dans le quartier Résidentiel de la commune de Limete. Il a enregistré deux refus dans le premier quartier dont celui du ménage où Awwhe Akazaon avait subi une agression lors de la phase 2.

L'enquêteur Kaleshi dans les quartiers Matonge et Funa a pour sa part enregistré un refus.

En général, les activités ont connu un bon déroulement. Hormis ces cas de refus, les interviews ont été normalement réalisées.

C. Comportement des enquêteurs

Comme lors de deux vagues précédentes, les tâches ont été correctement exécutées par les trois enquêteurs. Quoique la proportion des erreurs ait diminué, il en est resté quand même dont celles d'inattention facilement corrigibles.

D. Impressions des enquêtés

Dès que la collaboration a été acquise à partir de la rencontre avec les chefs de ménage, le climat a positivement évolué pour un bon nombre des ménages.

Dans le quartier Résidentiel de Limete, on a toutefois dû faire face à de la méfiance de la part des dignitaires de la deuxième République et de certains politiciens en général. Ceux-ci assimilaient la phase 3 de l'enquête en un moyen visant à connaître leur train de vie en inventoriant leurs avoirs pour leur causer du tort après. Malgré cette méfiance, ces ménages ont tout de même continué à collaborer jusqu'à la fin de la vague.

E. Difficultés rencontrées

Outre les cas de méfiance signalés, le degré d'analphabétisme, déjà constaté dans d'autres quartiers, s'est révélé un handicap majeur pour recueillir les informations. Il faut aussi souligner, dans le quartier Kingabwa en particulier, que l'état de délinquance et de désœuvrement de la population a ajouté une difficulté supplémentaire aux opérations de terrain.

F. Avis et Considérations

Portant de l'expérience acquise au cours de la première et de la deuxième vague, la dernière nous paraît s'être déroulée dans de meilleures conditions. Très peu d'erreurs de logique et de cohérence se sont glissées dans la transcription des informations.

G. Conclusion

A l'image de l'expérience vécue sur le terrain, et compte tenu des suggestions de toutes les équipes de terrain, l'enquête 1-2-3 de Kinshasa pourrait être considérée comme une enquête pilote pour l'enquête nationale.